

# Veille santé Hongrie

## Mai 2025

### Secteur public

#### Négociation sur les prix des médicaments sans prescription

Le gouvernement a entamé des discussions avec les représentants du secteur pharmaceutique sur les prix des médicaments en vente libre. Un consensus n'a pas encore été obtenu, mais il faut s'attendre prochainement à une réduction de prix de certains nombres de médicaments sans prescription.

L'objectif principal de la mesure envisagée est d'aider la population à accéder aux médicaments à des prix plus abordables et de réduire la charge liée à l'augmentation du prix des médicaments.

#### Budget annuel pour la santé

Le ministre de l'économie nationale, Márton Nagy, a réfuté que le gouvernement ait prévu moins d'argent pour le secteur de la santé pour l'an prochain qu'en 2025. Selon la presse spécialisée, le gouvernement a prévu une augmentation de 5% pour le secteur de la santé en 2026 rapporté à 2025. De fait, le projet de loi de finances 2026 prévoit un total de 3 919,3 Mds HUF pour les dépenses de santé, soit 280,5 Mds HUF de plus que cette année. Par comparaison statistique, la Hongrie apparaît comme le quatrième pays de l'OCDE à dépenser le moins pour les soins de santé dans l'Union européenne. Les derniers chiffres disponibles montrent que les dépenses par habitant s'élèvent à 746 000 HUF, alors que la moyenne de l'UE est de 1 413 000 HUF.

Le programme Imre Steindl anticipe pour sa part des investissements dans trois hôpitaux (l'hôpital Irgalmasrend, le centre de santé de Buda et l'université Semmelweis), mais aucun d'entre eux n'est public. Le budget prévu à cet effet est d'ailleurs insuffisant pour financer les coûts liés à l'inflation et conserver le personnel de santé. L'augmentation de salaire dans le secteur concernera de fait les salariés payés au salaire minimum, qui bénéficieront de la hausse de 13 % prévue après négociation dans l'accord salarial précédent pour 2026. Vu la situation, les chiffres disponibles laissent clairement à penser que la « transition » des patients vers le secteur privé se poursuivra l'an prochain.

#### Changement de médecin-conseil national

Cecília Müller, médecin-conseil national, part en retraite. Elle sera remplacée à partir du 1<sup>er</sup> juin par son adjointe, Orsolya Surján au Centre national de santé publique et de pharmacie (NNGYK).

Orsolya Surján a plus de 15 ans d'expérience dans les domaines de l'épidémiologie, de la santé publique, des autorités publiques et de la politique de santé. Depuis 2001, elle a travaillé dans divers domaines du secteur de la santé, notamment en tant qu'hygiéniste hospitalier, infectiologue et médecin-chef de comté. Elle a dirigé l'Institut national pour la promotion de la santé, puis l'Institut national de santé publique, et possède une vaste et profonde expérience de la santé publique et de la promotion de la santé.

#### Migration des médecins

Selon le secrétaire d'État Péter Takács, l'augmentation des salaires dans le secteur de la santé porte ses fruits. Autrefois plus d'un millier de médecins quittaient le pays chaque année, mais ils ne sont désormais plus qu'une centaine à s'installer définitivement à l'étranger. Les faits sont les suivants, selon le Secrétaire d'Etat :

- Le salaire brut moyen des médecins est plus de quatre fois supérieur au salaire moyen de l'économie nationale, soit 2,2 M HUF.

- Au début du mandat du gouvernement, le salaire était de 330 000 HUF, soit une augmentation plusieurs fois supérieure au taux d'inflation cumulé.
- La régularisation des salaires des médecins représente 360 Mds HUF par an, tandis que le personnel professionnel gagne environ 800 000 HUF bruts, avec un impact annuel de 240 Mds HUF.
- Entre 2005 et 2011, 1 100 médecins ont demandé un permis de travail pour travailler à l'étranger chaque année, contre 400 aujourd'hui.
- Auparavant sur les 1 100 médecins, 1 000 quittaient le pays chaque année,
- Actuellement, sur 400 médecins 300 rédigent des ordonnances en Hongrie ; on peut donc en conclure que beaucoup d'entre eux font la navette,
- Seulement 100 quittent le pays définitivement.

Pour rappel, les salaires des médecins ont été augmentés à très forte échelle, mais les « pourboires » qui leur étaient versés a été supprimé et de nombreux hôpitaux ont été rénovés. Le gouvernement a inscrit les cinquante hôpitaux qui se trouvent dans un état des plus déplorables sur sa liste de rénovation.

S'agissant de la climatisation, Péter Takács a déclaré qu'elle devrait être obligatoire dans toutes les salles prioritaires : salles d'opération, unités de soins intensifs, services de cardiologie. En 2015, moins de 60 % de ces salles prioritaires étaient climatisées, aujourd'hui 96 % le sont. Le gouvernement a dépensé 4 Mds HUF cette année pour la climatisation ; les derniers travaux touchent à leur fin dans l'hôpital d'Eger.

## Transformation majeure chez les pharmaciens

En Hongrie, 3 000 pharmacies sont ouvertes (dont 647 pharmacies annexes) 160 000 heures en total par semaine, avec 110 millions de rencontres entre pharmaciens et patients par an.

Lors de la conférence de l'Association du réseau des pharmacies (NAPA), El Koulali Zakariás, pharmacien en chef national a déclaré que ces contacts bilatéraux devraient être bien mieux exploités. Les pharmacies devront subir une transformation majeure, où prédomineront la numérisation, les conseils personnalisés et la prévention.

Selon les statistiques, 10% des personnes âgées n'utilisent pas les médicaments conformément aux prescriptions, 30 à 40 % des personnes de plus de 65 ans prennent régulièrement et a minima 5 médicaments différents, et 6% en prennent plus, jusqu'à dix pilules différentes par jour. Ceci constitue un enjeu majeur où les pharmaciens doivent intervenir pour une meilleure prise en charge thérapeutique.

De fait, la moitié des préjudices qui pourraient être évités dans le secteur des soins de santé sont liés aux médicaments. 200 000 personnes meurent chaque année dans l'UE parce qu'elles prennent leurs médicaments de manière inappropriée. En particulier, c'est le cas de 33 000 personnes qui décèdent à cause d'infections causées par des bactéries qui résistent aux antibiotiques. En Hongrie, 7,5 millions de boîtes d'antibiotiques sont achetées chaque année, grâce notamment à une subvention publique de 4,5 Mds HUF. L'État comme les particuliers accroissent leurs dépenses pour acheter des médicaments et les achats de produits pharmaceutiques ont atteint un total de 1 000 Mds HUF l'an passé. Selon certaines estimations, elles devraient s'élever à 2 000 Mds HUF d'ici 2050.

Les pharmacies sont également confrontées à une pénurie de personnel et réfléchissent pour trouver des solutions pour reconstituer leurs marges, de plus en plus faibles au fil des années. Les médicaments de prescription représentent 60 % du chiffre d'affaires des pharmacies, et les marges ont diminué de 4 % au cours des 12 dernières années. La profession subit, plus qu'elle ne bénéficie, des progrès technologiques et la plupart des pharmaciens se plaignent d'être devenus des employés en logistique. Une réflexion est donc en cours pour essayer d'introduire davantage d'innovations et de services dans les pharmacies.

En ce qui concerne l'amélioration des services pharmaceutiques, la majorité des pharmaciens souhaite une amélioration de la perception des médicaments pris par les patients, de meilleurs conseils, et la prescription en cas de force majeure et pour les maladies aiguës. Des experts hongrois en pharmacie souhaitent créer un concept similaire à celui de projet « pharmacy first » en Angleterre, où les pharmaciens peuvent prescrire des médicaments pour les maladies bénignes, comme les maux de gorge, les maux d'oreille, les infections urinaires.

## Décret sur les boissons énergisantes

Le 29 avril, le Parlement hongrois a voté l'interdiction de la vente de boissons énergisantes aux moins de 18 ans. Selon le projet de règlement du gouvernement, toutes les boissons énergisantes devront porter la mention « ENERGIITAL » (boisson énergisante) en grosses lettres, clairement visible sur l'étiquette. Les fabricants et les détaillants disposeront d'un an pour se préparer au changement.

Le nouveau règlement interdit aux mineurs de moins de 18 ans la vente des boissons qui contiennent plus de 15 milligrammes de caféine par 100 millilitres, à l'exception des versions à base de lait et de lait végétal. Sont aussi interdites les boissons qui contiennent de la méthylxanthine, de la caféine, ou d'autres stimulants tels que : ginseng, L-arginine, inositol, glucuronolactone et la taurine.

La proportion de consommateurs de boissons énergisantes âgés de moins de 18 ans est en constante augmentation et des enquêtes récentes montrent que 10 % des étudiants de l'enseignement secondaire et supérieur consomment chaque jour des boissons de ce type. Ces dernières années, des centaines de jeunes ont consulté un médecin en raison d'une surconsommation de boissons énergisantes. La consommation excessive de boissons énergisantes par les jeunes présente un risque important pour la santé en raison de son impact sur le système cardiovasculaire. La consommation combinée de boissons énergisantes et d'alcool peut causer des dommages permanents au foie, au cœur et aux reins.

## Pédopsychiatrie

En Hongrie, un enfant sur cinq souffre d'un trouble mental, mais le nombre de pédopsychiatres est extrêmement faible. Il n'existe actuellement dans le pays que 215 psychiatres agréés pour enfants et adolescents (le nombre de ceux qui exercent activement est probablement inférieur), alors que l'on dénombre environ 1,7 million d'enfants de moins de 18 ans. Cela se traduit par une moyenne de 7 907 enfants par professionnel - un ratio très faible, surtout à la lumière de la prévalence croissante des problèmes de santé mentale.

Bien qu'une certaine forme de soins psychiatriques pour enfants soit en principe disponible dans tous les comtés, la grande majorité d'entre eux sont concentrés dans la capitale et les grandes villes. Pour pallier à cette situation, l'UNICEF a proposé les mesures suivantes :

- Mettre en place une stratégie nationale globale qui fixe des objectifs et des interventions spécifiques en matière de prévention, de soutien et de soins, en garantissant leur financement durable. Actuellement, et en moyenne, moins de 2 % des dépenses de santé sont consacrées aux soins de santé mentale. Par ailleurs, seule une petite partie de ces dépenses est dispensée aux services de santé mentale à destination des enfants.
- La collecte et la publication de données accessibles et crédibles sur la santé mentale et la recherche ciblée afin de mieux comprendre les problèmes et d'accroître l'efficacité des interventions.
- Développer les capacités en pédopsychiatrie, en zones rurales surtout et avec la présence de spécialistes.

UNICEF a aussi créé une carte interactive qui affiche les lieux d'aide par comtés pour aider les personnes en besoin de trouver de l'aide au plus vite.

## Secteur privé

### Richter

Richter a signé un accord de développement et de licence avec la société pharmaceutique Adalvo pour le développement d'un produit injectable destiné à la perte de poids. L'accord couvre les droits mondiaux et les deux sociétés partageront les coûts de recherche et les bénéfices.

Richter a le droit d'utiliser la chaîne d'approvisionnement sélectionnée dans le cadre de l'accord pour fabriquer le produit, mais peut également fabriquer l'injection pour une distribution directe dans sa propre usine.

Le sémaglutide est utilisé depuis longtemps pour traiter le diabète, mais ces dernières années, il a été acheté par de nombreuses personnes en tant qu'aide à la perte de poids. Ce type d'agent, qui imite l'hormone GLP-1, amène le corps à produire plus d'insuline après avoir mangé et donne une sensation de satiété. Ce dernier effet a rendu cette injection populaire auprès des personnes non diabétiques, et de nombreuses entreprises pharmaceutiques ont commencé à développer des injections et médicaments qui sont désormais spécifiquement conçus pour aider les personnes à perdre du poids.

## Richter

Richter Gedeon a augmenté ses recettes pharmaceutiques de 10 % pour atteindre 220 Mds HUF au premier trimestre 2025, grâce aux excellentes performances de produits grand public, de l'activité biotechnologique et de Vraylar. Après ajustement des effets de change, la croissance des recettes a été de 6 %, le bénéfice après impôt est resté stable à 68 Mds HUF, tandis que le cash-flow libre a augmenté de 14 %.

Selon les secteurs d'activités :

- CNS neuro a augmenté de 13 % en un an grâce à une augmentation soutenue et dynamique des revenus de redevances de Vraylar (14 %). Pas d'évolution significative pour le chiffre d'affaires de Reagila par rapport à l'année précédente, et la croissance a été freinée par des difficultés pour respecter le calendrier de livraison et un ralentissement temporaire dû à un changement de partenaire en Australie.
- Les ventes de produits gynécologiques ont augmenté de 6 % au cours des trois premiers mois. La croissance peut sembler modeste au vu des importantes livraisons initiales qui ont faussé la base au premier semestre 2024 et par l'augmentation des dépenses de R&D, de marketing et de vente.
- Biotechnologie : les recettes ont de nouveau affiché une croissance à deux chiffres, principalement grâce aux ventes des CDMO (organisations de fabrication sous contrat), qui s'appuient sur une capacité de production accrue. En revanche, les ventes de tériparatide ont stagné en raison d'une réduction temporaire des livraisons aux partenaires.
- *General Medicines* (médicaments grand public) : a connu un fort succès, avec une croissance annuelle de 12 % au cours du premier trimestre 2025. Ce résultat s'explique par la combinaison d'un effet de base sur l'année précédente, des taux de change plus favorables, des effets prix positifs et une augmentation des volumes de vente. Même en excluant les effets de change, le segment a affiché une croissance remarquable, d'environ 9 %.

Au total 93 Mds HUF de bénéfice après impôt de 2024 seront versés sous forme de dividende en juin 2025. L'entreprise a notamment souligné qu'elle restait déterminée à mettre ses médicaments avancés à la disposition du plus grand nombre de patients possible.

L'avis positif du CHMP sur le biosimilaire du denosumab, l'acceptation par l'EMA de la demande d'enregistrement du tocilizumab et l'accord avec Adalvo pour le co-développement de l'injection de semaglutide constituent des étapes significatives pour poursuivre dans cette direction, d'autant que le lancement de produits contre la sclérose en plaques semblent à même de renforcer encore le portefeuille proposé.